



NPA L'anticapitaliste

Michel BARNIER ...

Faire beaucoup avec Moins ?

sante-secu-social.npa2009.org - Octobre 2024

nouveaupartianticapitaliste.org

FAIRE BEAUCOUP AVEC PEU, comme l'a dit Michel Barnier dans son discours au Parlement? En fait, avec moins ! C'est ce que nous faisons déjà depuis des années et qui tue l'hôpital. Tout cela pour rembourser la dette.

Des années d'allègements d'impôts et de cotisations pour les milliardaires et les grandes entreprises, comme la suppression de l'Impôt sur les grandes fortunes, ont creusé le déficit de l'Etat et de la Sécurité Sociale. Alors l'Etat a emprunté aux banquiers. La priorité du gouvernement Barnier, c'est de rembourser les banques qui depuis des années s'engraissent. Et de les rembourser en piquant dans nos salaires, nos pensions, les services publics, la Sécurité Sociale et l'hôpital...

Gouvernement Barnier, un hold-up à 60 milliards d'euros !

Le projet de loi de finances présenté jeudi 10 octobre, prévoit d'encaisser 20 milliards de recettes supplémentaires et d'économiser 40 milliards d'euros. Et parmi ces 60 milliards d'euros d'économies, Barnier prévoit 14 milliards d'euros d'économies sur le Budget de la Sécurité Sociale. Si on le laisse faire, l'hôpital déjà bien malade sera à terre, les personnels encore plus mal-payés et maltraités, les patients moins bien remboursés, la santé de tous.tes encore plus menacée.

14 milliards en moins pour la Sécu!

Parmi les pistes du gouvernement, un Objectif national de dépense d'assurance maladie, le fameux Ondam à 2,8 % seulement. Alors que même les directeurs d'hôpitaux réclamaient +6%! Une baisse par rapport aux 3,2% déjà très insuffisants de 2024. Si on compare ces 2,8% à l'inflation, à la dette des

hôpitaux, aux besoins en lits et en personnels, c'est la catastrophe qui va s'aggraver. Quant à la priorité affichée à la santé mentale, elle va s'arrêter aux portes du budget!

Explosion du coût des mutuelles ou 100% Sécu...

Le gouvernement envisage aussi de baisser le taux de remboursement des consultations médicales. Ce qui devrait encore faire exploser le montant des complémentaires santé. Encore un pas de plus vers la financiarisation de la santé, qui aggrave les inégalités. Car selon notre porte-feuille, la couverture santé sera différente.

Il propose la sortie de certaines pathologies des ALD, les affections de longue durée, qui permettent une prise en charge à 100% des pathologies lourdes,



pour économiser 540 à 870 millions d'euros. Alors que les franchises médicales ont doublé le premier avril 24, le gouvernement veut étendre ces franchises aux appareils médicaux, pour une économie de 380 millions d'euros. Il reparle de nous voler une journée de travail pour financer les Ehpad, au bord du goufre au

niveau financier.

Il envisage d'allonger le délai de carence de 3 à 8 jours sur les arrêts de travail et de baisser à 90% les indemnités journalières. Toujours plus difficile, toujours plus cher de se soigner. Toujours plus d'attaques contre notre Sécurité Sociale, qui défend le principe de **chacun selon ses besoins**. Toujours plus de place à la financiarisation de la santé et aux mutuelles, qui ne jurent que par le **chacun selon ses moyens!** Usager.ères, personnels, syndicats, Tour de France pour la santé... Ensemble il faut se mobiliser!

Pour combattre l'austérité : Défendons notre « Sécu »

C'est une partie de notre salaire mis en commun pour la solidarité,
à nous de décider en fonction des besoins!

La Sécurité sociale a été fondée en 1945. Indépendante de l'État, financée par des cotisations et sous le contrôle des représentants élus des assurés sociaux, elle a été démantelée au fil du temps par la fiscalisation et l'étatisation.

La Sécu, elle est à nous!

En 1990, Michel Rocard (PS) crée la CSG. Une partie des cotisations versées par les employeurs, donc du salaire, est transformé en impôt, avant tout payé par les salarié.es et retraité.es! Les gouvernements successifs ont poursuivi dans cette voie. Aujourd'hui le MEDEF veut aller encore plus loin en remplaçant les cotisations par une TVA dite « sociale », l'impôt le plus injuste, non proportionnel, payé avant tout par les plus pauvres.

Pour faire passer l'austérité, la réforme Juppé de 1995 a instauré le vote par le Parlement, chaque année, d'une loi de financement de la Sécurité sociale, privant ainsi les assurés sociaux de toute forme de contrôle sur les dépenses et recettes de la Sécu. Marc Blondel, secrétaire général de FO à l'époque, avait à juste titre qualifié cette opération de « hold-up ».

La Sécu est au bord du gouffre, nous dit-on. Et bien sauvons la vite en reprenant le pouvoir!

Le budget de la Sécu, c'est 640 milliards. Un quart du PIB (richesse produite) du pays, alors que le budget de l'État s'élève à 492 milliards en 2024. Elle reste encore aujourd'hui financée à 56,4% par des cotisations sociales, c'est-à-dire une partie de la masse salariale que les patrons sont dans l'obligation de verser aux caisses de Sécurité Sociale pour financer des besoins sociaux fondamentaux : l'éducation avec les allocations familiales, la santé, les retraites, l'assurance chômage, les accidents du travail...

Le Trou de la Sécu est créé par les gouvernements, à coup d'exonérations de cotisations sociales...

83 milliards d'euros d'exonérations de cotisations patronales en 2024.

Les hôpitaux (mais pas l'école) soumis à la TVA.. 5 milliards de perte pour les lits et les salaires,

Fraude sociale, 13 milliards d'euros, majoritairement du fait des entreprises.

Le secteur privé lucratif, les laboratoires pharmaceutiques, les cliniques et les Ehpad privés qui mutiplient les scandales et pillent la Sécu...

Un cheval d'austérité, une alouette d'impôts en plus pour les plus riches...

Barnier nous parle de quelques impôts en plus pour les plus riches, mais c'est pour mieux faire passer 60 milliards d'économies sur les services publics ou la Sécu. Et si cela ne suffit pas, il réprime ceux et celles qui luttent comme à Carhaix ou désigne des boucs émissaires, les étrangers et l'Aide Médicale Etat, pour masquer les cadeaux aux plus riches.



Un mur de la honte à ceux qui veulent casser notre Sécu et le droit à la santé, comme aux urgences de Brest

Le vote de la loi de financement de la Sécurité sociale sera un moment décisif. Face à un pouvoir antidémocratique, qui n'en a rien à faire des résultats électoraux, c'est à nous d'imposer, par nos mobilisations unitaires avec la gauche sociale et politique, une alternative qui rompe avec l'austérité.



Unitaires et
révolutionnaires

antifascistes,
antiracistes,
écologistes,
féministes,
anticapitalistes

Suivez-nous
sur les réseaux !

